

AN INTEGRATED HISTORY SINCE 1850 FORG.C.E "O" LEVEL CANDIDATES: CAMEROON, AFRICA AND THE WORLD 100% 'O' Level Syllabus Coverage Adapted to the CBA with MCQs, Stimulus and Essay Questions for Form 3, 4 and 5

by MUNANG RICHARD CHIAMBAH · Language: FR

Summary by booksummaryai.com — <https://booksummaryai.com/country/fr/an-integrated-history-since-1850-for-g-c-e-o-level-candidates-cameroon-africa-and-the-world-100-0-level-syllabus-coverage-adapted-to-the-cba-with-mcqs-stimulus-and-essay-questions-for-form-3-4-and-5-resume>

Summary

En 60 secondes

Ce manuel conduit les élèves des Form 3 à 5 de la révolution industrielle au partage de l'Afrique, en passant par les deux guerres mondiales, la guerre froide et la décolonisation, avant d'aborder le Cameroun lui-même : l'annexion allemande de 1884, le plébiscite de 1961 et la réunification, la fédération d'Ahidjo, la république unitaire de Biya, et la crise anglophone depuis 2016. Chaque chapitre associe le récit à des questions à choix multiples, des questions sur documents et des dissertations conçues pour le programme de l'O Level et l'évaluation par compétences. Le fil conducteur : des frontières, des scrutins et des constitutions façonnés par d'autres déterminent encore qui détient le pouvoir aujourd'hui.

Pourquoi le lire

Si vous présentez le GCE O Level du Cameroun, voici une carte du programme entier en un seul volume, de la conférence de Berlin aux Ambazonia Defence Forces, avec des questions d'entraînement dans le format auquel vous serez réellement confronté. Les enseignants y trouvent une trame prête à l'emploi pour les Form 3, 4 et 5. Quiconque s'interroge sur les raisons pour lesquelles le Cameroun est bilingue, fédéral dans les mémoires et unitaire sur le papier trouvera ici des réponses datées et sourcées.

Les idées clés

Vapeur, acier et « atelier du monde »

James Watt dépose le brevet de sa machine à vapeur perfectionnée en 1769. En 1850, la Grande-Bretagne a posé 10 000 miles de voies ferrées ; entre 1850 et 1900, sa production

industrielle augmente de 400 %, ce qui lui vaut le titre d'« atelier du monde ». Puis l'avance se réduit. La Ruhr allemande produit 200 millions de tonnes de charbon en 1913, et en 1890 les États-Unis dépassent la Grande-Bretagne dans la production d'acier, avec 4,3 millions de tonnes cette année-là. Le chapitre se referme sur une Grande-Bretagne qui a inventé l'ère industrielle et que dépassent déjà des élèves dont elle n'avait jamais imaginé qu'ils la rattraperaient.

Le leadership industriel est un témoin, non une possession. Les mêmes machines qui remplissaient les filatures britanniques armaient aussi les usines allemandes et américaines, et ce basculement des équilibres productifs alimentait directement les rivalités qui ont explosé après 1914. Ce qui surprend le lecteur, c'est la vitesse : en l'espace d'une seule vie, le pionnier devient le poursuivi. Quand vous lirez plus tard la conférence de Berlin sur l'Afrique, souvenez-vous de qui détenait les rails, le charbon et l'acier — la carte de 1884 a été tracée par le classement industriel de 1890.

À essayer: Tracez de mémoire un graphique à deux courbes : croissance de la production britannique 1850-1900 face à l'acier américain en 1890, puis expliquez en une phrase pourquoi le rattrapage industriel engendre la rivalité.

Berlin 1884 : l'Afrique taillée autour d'une table de conférence

En 1884-1885, les puissances européennes se réunissent à la Conférence de Berlin sur l'Afrique de l'Ouest pour fixer les règles de la colonisation de l'Afrique. Les frontières sont tracées à la règle, coupant à travers les groupes ethniques et se figeant dans les États que nous connaissons aujourd'hui. La résistance suit aussitôt : la révolte Maji Maji se soulève en Afrique orientale allemande, les Herero et les Nama se révoltent en Afrique du Sud-Ouest allemande, Samori Ture combat les Français, les Ashanti combattent les Britanniques, et les Zulu combattent eux aussi les Britanniques. Les enjeux du chapitre sont brutalement clairs : un continent partagé par des étrangers, défendu par des guerriers dont le programme veille à ce que vous reteniez les noms.

L'arme la plus durable du partage ne fut pas la mitrailleuse Maxim mais la ligne droite. Des frontières arbitraires ont divisé des communautés et enfermé des ennemis dans une même colonie, et ces lignes ont survécu à l'indépendance presque intactes. Les récits de résistance comptent parce qu'ils brisent le mythe d'un continent passif — Samori Ture, les Ashanti et les Zulu ont tous rendu la conquête coûteuse. Quand vous rencontrerez plus tard le traité de 1884 du Cameroun lui-même, vous reconnaîtrez le schéma : une signature en Europe, une guerre sur le terrain.

À essayer: Choisissez un chef de la résistance du chapitre et rédigez un paragraphe de dissertation de cinq lignes reliant son combat à une règle de la Conférence de Berlin.

Deux signatures, un seul Cameroun : l'accord de Nachtigal de 1884

En 1884, le consul allemand Gustav Nachtigal signe le traité germano-douala avec les chefs douala, dont le roi Akwa et le roi Bell, cédant le territoire camerounais à l'Allemagne ; l'Allemagne annexe le Cameroun comme protectorat le 14 juillet 1884. Le moment est mince en cérémonie et

immense en conséquences : un accord côtier devient la porte juridique d'un empire qui dominera l'intérieur pendant trois décennies. Le livre présente cela comme l'acte fondateur de l'histoire coloniale du Cameroun moderne, signé par des rois camerounais et un consul européen aux idées très différentes sur le sens des mots.

La colonisation au Cameroun n'a pas commencé par une invasion mais par un traité dont les deux parties lisaient « cession » différemment. Cet écart entre signature et compréhension est l'argument discret du livre sur toute l'ère coloniale : des formes juridiques enveloppant un pouvoir inégal. Remarquez qui est nommé — Akwa et Bell, et non d'anonymes « chefs » — car les rois douala croyaient garantir des avantages commerciaux, non céder leur souveraineté. Chaque chapitre ultérieur sur le Cameroun hérite des conséquences de cet après-midi de juillet.

À essayer: Rédigez une réponse d'examen blanc : « Pourquoi le traité germano-douala de 1884 est-il un tournant de l'histoire camerounaise ? » en utilisant trois faits datés.

Administration indirecte contre assimilation : deux empires, deux méthodes

Le gouverneur Frederick Lugard (au pouvoir de 1900 à 1906) met en place l'administration indirecte dans le nord du Nigeria, en s'appuyant sur les émirs haoussa-peuls existants comme intermédiaires, préservant les structures traditionnelles mais créant une « classe de collaborateurs » qui fut l'objet de ressentiment. Pendant ce temps, la politique française d'assimilation est illustrée par les Quatre Communes du Sénégal (Saint-Louis, Gorée, Dakar, Rufisque), où les élites africaines pouvaient obtenir la citoyenneté française en adoptant la culture française ; les résidents se virent accorder le droit d'élire un député au Parlement français, et Blaise Diagne fut élu premier député africain en 1914. Deux systèmes coloniaux, deux philosophies, un même résultat : le pouvoir reste entre les mains des Européens, tandis qu'une petite élite africaine est recrutée pour le maintenir en place.

Mis côte à côte, les deux systèmes révèlent le compromis auquel chaque colonie a été confrontée. L'administration indirecte était peu coûteuse et préservait les structures, mais elle figeait les vieilles hiérarchies en instruments de la politique coloniale d'impôt et de travail forcé. L'assimilation faisait miroiter la citoyenneté, mais uniquement pour les élites prêtes à échanger leur culture contre des droits. La surprise pour les élèves, c'est que les deux systèmes ont produit des collaborateurs et nourri le ressentiment — c'est précisément le terreau où le nationalisme poussera plus tard. Comparez, ne mémorisez pas : les questions d'examen adorent ce contraste.

À essayer: Construisez un tableau à deux colonnes : l'administration indirecte de Lugard contre les Quatre Communes, avec un avantage et un coût dans chaque case.

Sarajevo, 1914 : le coup de feu qui tua 17 millions de personnes

La Première Guerre mondiale (1914-1918) est déclenchée par l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche-Hongrie le 28 juin 1914 à Sarajevo par Gavrilo Princip, un nationaliste serbe de Bosnie. En quelques semaines, les alliances se verrouillent et l'Europe entre en guerre. La guerre fait environ 17 millions de morts, dont 9 millions de soldats et 8 millions de

civils. À la bataille de la Somme (du 1er juillet au 18 novembre 1916), le seul premier jour, l'armée britannique subit 57 470 pertes, dont 19 240 morts — la pire perte en une seule journée de l'histoire militaire britannique. La guerre s'achève avec le traité de Versailles, le 28 juin 1919, qui impose de lourdes réparations à l'Allemagne.

Un assassinat dans une rue des Balkans est devenu une guerre mondiale parce que le système d'alliances a transformé un meurtre local en obligation continentale. Les chiffres de la Somme montrent ce que signifiait la guerre industrielle : des hommes chargeaient dans des mitrailleuses sorties des mêmes usines que celles rencontrées au chapitre sur la révolution industrielle. Et Versailles plante la graine de la guerre suivante — les réparations humilient l'Allemagne, et l'humiliation est une monnaie politique. Gardez en tête la symétrie des dates : le traité est signé le cinquième anniversaire de l'assassinat.

À essayer: Tracez un schéma de chaîne causale allant du coup de feu de Princip à Versailles, avec un fait daté sur chaque flèche.

Mardi noir : 14 milliards de dollars envolés en une journée

La Grande Dépression des années 1930 commence avec le krach de Wall Street du 29 octobre 1929, connu sous le nom de « Mardi noir », lorsque la bourse américaine perd 14 milliards de dollars en une seule journée ; la Dépression dure jusqu'en 1939. Le chômage américain atteint 25 % en 1933 et celui de l'Allemagne 30 % en 1932, ce qui aide Hitler à accéder au pouvoir. Le président américain Franklin D. Roosevelt entre en fonction en 1933 et lance des programmes comme la Works Progress Administration (WPA), qui emploie 8,5 millions d'Américains sur des chantiers publics entre 1935 et 1943. L'arc du chapitre : un krach de Wall Street devient une dictature allemande, et un programme américain d'emplois devient un modèle de sauvetage par l'État.

La Dépression est la preuve la plus nette, dans ce livre, que l'économie décide de la politique. Un taux de chômage allemand de 30 % n'est pas une statistique — c'est le vivier de recrutement de l'extrémisme, et c'est pourquoi le chapitre place le krach juste avant l'ascension de Hitler. La réponse de Roosevelt, qui emploie des millions de personnes grâce à la WPA, redéfinit ce que les citoyens attendent de leur gouvernement. Pour l'examen, maîtrisez la chaîne : krach, chômage, extrémisme, New Deal — quatre étapes qui expliquent les années 1930 en un seul paragraphe.

À essayer: Expliquez en trois phrases comment le krach de 1929 a contribué à l'ascension de Hitler, en citant le chiffre du chômage allemand.

La Pologne envahie, des villes anéanties : six ans d'enfer

La Seconde Guerre mondiale (1939-1945) est déclenchée par l'invasion de la Pologne par l'Allemagne le 1er septembre 1939. À la fin du conflit, la guerre aura tué entre 70 et 85 millions de personnes, dont 6 millions de Juifs dans la Shoah. Le débarquement du 6 juin 1944 voit 156 000 soldats alliés débarquer sur les plages de Normandie, avec 4 414 morts confirmés, ouvrant la voie à la libération de la France. La guerre s'achève avec les bombardements atomiques de

Hiroshima et Nagasaki les 6 et 9 août 1945, qui tuent respectivement 140 000 et 70 000 personnes, et avec la défaite de l'Allemagne en mai 1945.

Les chiffres du livre font un argument : la Seconde Guerre mondiale dépasse la première d'un ordre de grandeur - quatre à cinq fois plus de morts. La Shoah constitue le cœur moral de la guerre, un génocide commis par un État moderne. Le Jour J et les bombes atomiques illustrent deux chemins vers la victoire : le courage humain en masse et la charge utile d'un seul avion. Remarquez ce que les bombes inaugurent - un monde où les superpuissances peuvent raser des villes en un instant, exactement la peur qui structure le chapitre suivant sur la guerre froide.

À essayer: Comparez en une seule phrase les estimations de pertes de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, puis indiquez quel événement unique vous semble le mieux expliquer cette différence, et pourquoi.

51 drapeaux, une Charte, cinq vetos

L'Organisation des Nations Unies est fondée le 24 octobre 1945, avec 51 États membres fondateurs. La phrase d'ouverture de la Charte de l'ONU, « Nous, peuples des Nations Unies, résolu à épargner aux générations futures le fléau de la guerre », a été rédigée par la déléguée américaine Virginia Gildersleeve. Le Conseil de sécurité de l'ONU reçoit cinq membres permanents (États-Unis, URSS, Royaume-Uni, France, Chine) dotés du droit de veto. L'ONU est depuis passée à 193 États membres. La tension du chapitre est inscrite dans sa structure même : une organisation fondée pour mettre fin à la guerre donne à ses cinq membres les plus puissants le droit de bloquer toute action, et les conflits du monde doivent se frayer un chemin autour de ces cinq vetos.

L'ONU incarne un paradoxe à retenir : elle est à la fois un projet de paix et un instantané figé des vainqueurs de 1945. Le veto a rendu possible la coopération des grandes puissances - et rendu impossible toute action décisive contre une grande puissance. La paternité de Virginia Gildersleeve sur la phrase d'ouverture de la Charte rappelle que l'idéalisme a été écrit par des mains bien réelles, avec des intérêts nationaux derrière. Le passage de 51 à 193 membres épouse la décolonisation elle-même : la plupart de ces nouveaux drapeaux appartiennent aux chapitres africains que vous venez de lire.

À essayer: Rédigez une réponse d'examen d'un paragraphe expliquant pourquoi le veto au Conseil de sécurité a à la fois permis et limité le maintien de la paix par l'ONU.

Treize jours d'octobre : des missiles à 90 miles de la Floride

La crise des missiles de Cuba d'octobre 1962 éclate lorsque les États-Unis découvrent des missiles nucléaires soviétiques à Cuba, à 90 miles de la Floride. S'ensuit une confrontation de 13 jours, le président John F. Kennedy imposant un blocus naval. La crise se dénoue lorsque le dirigeant soviétique Nikita Khrouchtchev accepte de retirer les missiles en échange du retrait par les États-Unis de leurs missiles de Turquie. Le même chapitre longe le Mur : le mur de Berlin, érigé le 13 août 1961 pour séparer Berlin-Est et Berlin-Ouest, tue au moins 140 personnes qui

tentent de le franchir, et tombe le 9 novembre 1989, marquant le début de la fin de la guerre froide.

La crise des missiles de Cuba est le moment où la guerre froide a frôlé de plus près la guerre nucléaire, et son dénouement est une leçon de marchandages permettant à chacun de sauver la face : chaque camp a abandonné les missiles que l'autre redoutait, et les deux dirigeants ont pu revendiquer une victoire. Associez-la au mur de Berlin et vous obtenez les deux visages de la guerre froide - la crise qui a failli anéantir le monde et le symbole de béton qui l'a incarnée pendant 28 ans. La chute du Mur en 1989 compte, car elle montre le système s'effondrant par le bas, et non à l'issue d'un sommet.

À essayer: Rédigez une réponse de type question à document : qu'est-ce que Khrouchtchev a gagné à l'accord de 1962, et pourquoi les deux dirigeants ont-ils pu préférer le secret ?

Bandung 1955 : naissance de la troisième voie

La conférence de Bandung, du 18 au 24 avril 1955, en Indonésie, réunit 29 pays d'Asie et d'Afrique. Le président indonésien Sukarno ouvre la conférence de Bandung en déclarant : « Nous sommes tous unis par une haine commune du colonialisme et un amour commun de la liberté. » Il en découle la création du Mouvement des non-alignés en 1961, avec des dirigeants comme Nehru de l'Inde, Nasser d'Égypte et Tito de Yougoslavie, qui cherchaient à éviter l'alignement sur les États-Unis ou l'URSS ; le livre cite aussi Gamal Abdel Nasser d'Égypte et Julius Nyerere de Tanzanie. Résultat : les nations nouvellement indépendantes revendiquent une place entre les superpuissances au lieu de choisir un camp.

Bandung, c'est là que « la carte de la guerre froide » reçoit une troisième couleur. Pour des pays qui venaient à peine d'échapper à un empire, rejoindre un autre bloc aurait été une rechute ; aussi les non-alignés firent-ils de la neutralité un programme, avec ses dirigeants et ses sommets. La surprise tient à la distribution : Tito, de la Yougoslavie communiste, aux côtés de Nasser et de Nehru, montre que le mouvement portait sur l'indépendance, non sur l'idéologie. Pour les lecteurs africains, c'est l'arrière-plan diplomatique de chaque chapitre sur les indépendances — Nkrumah, Ahidjo et Kenyatta évoluent tous dans ce troisième espace.

À essayer: Énumérez les trois fondateurs du Mouvement des non-alignés nommés dans le livre, ajoutez un dirigeant africain qui s'y rattache et définissez le non-alignement en une phrase.

Ghana 1957 : le royaume politique

Après la Seconde Guerre mondiale, le nationalisme déferle sur l'Afrique, et le Ghana prouve qu'il peut triompher. Kwame Nkrumah fonde le Convention People's Party (CPP) en 1949 et conduit le Ghana à l'indépendance le 6 mars 1957, qui devient ainsi le premier pays d'Afrique subsaharienne à accéder à l'indépendance ; le livre cite sa phrase : « Cherchez d'abord le royaume politique, et tout le reste vous sera donné par-dessus. » Nkrumah déclare : « L'indépendance du Ghana n'a de sens que si elle est liée à la libération totale du continent africain. » Un drapeau se lève, et cent luttes reprennent courage.

Les deux citations de Nkrumah forment une stratégie en miniature. « Cherchez d'abord le royaume politique » : il faut d'abord saisir le pouvoir d'État ; tout le reste — écoles, routes, dignité — suivra. La seconde citation transforme la victoire ghanéenne en mission continentale, et c'est pourquoi le livre la place à la charnière entre les chapitres sur le nationalisme et celui sur l'OUA. Ce qui surprend les élèves, c'est la vitesse à laquelle un exemple se propage : après 1957, les arguments coloniaux sur l'immaturité des Africains s'effondrent, et partout le calendrier de l'empire s'accélère.

À essayer: Utilisez les deux citations de Nkrumah dans un sujet d'entraînement sur la façon dont l'indépendance du Ghana a galvanisé les mouvements nationalistes à travers l'Afrique.

L'état d'urgence au Kenya : Kenyatta derrière les barreaux, puis à la présidence

L'insurrection Mau Mau (1952-1960) au Kenya contre la domination britannique entraîne un état d'urgence et des milliers de morts. Kenyatta est emprisonné par les Britanniques de 1952 à 1961 pour son rôle dans l'insurrection Mau Mau. Il en résulte l'un des renversements les plus saisissants de l'histoire : l'homme que l'État colonial avait qualifié d'extrémiste recouvre la liberté, et Kenyatta devient ensuite le premier président du Kenya en 1964, déclarant : « Il faut pardonner, mais ne pas oublier. » Ce que le chapitre met en jeu : la révolte, la répression, la prison — puis le prisonnier gouvernant l'ancienne colonie.

Le parcours de Kenyatta démonte l'affirmation coloniale selon laquelle les nationalistes étaient des criminels et non de futurs hommes d'État. Le coût du Mau Mau — un état d'urgence et des milliers de morts — montre la violence dont l'empire avait besoin pour tenir le Kenya, et le peu qu'elle lui rapportait. Sa phrase « Il faut pardonner, mais ne pas oublier » est une philosophie de gouvernement : la réconciliation sans amnésie. Pour l'examen, retenir les dates par paires — emprisonné en 1952, président en 1964 — car ce basculement de douze ans, de la cellule à la présidence, condense toute l'époque.

À essayer: Rédigez un paragraphe de portrait sur Kenyatta en vous appuyant sur trois faits datés et sur sa citation sur le pardon.

Congo 1961 : chute de Lumumba, ascension de Mobutu

La jeune République démocratique du Congo, tout juste indépendante, sombre dans la guerre civile. Le Premier ministre Patrice Lumumba est assassiné le 17 janvier 1961, tué par les sécessionnistes katangais avec une prétendue implication étrangère. L'Organisation des Nations unies intervient avec 20 000 casques bleus, et la crise s'achève par l'ascension de Joseph Mobutu, qui s'empare du pouvoir en 1965 et rebaptise le pays Zaïre. L'enjeu du chapitre ne saurait être plus élevé : la logique des guerres par procuration de la guerre froide transforme l'État le plus riche d'Afrique en son champ de bataille le plus tragique, et le Premier ministre en sa victime la plus célèbre.

La crise congolaise montre ce que signifiait l'indépendance quand les intérêts des grandes puissances guettaient. La mort de Lumumba - des mains sécessionnistes, une prétendue

implication étrangère - signale que la souveraineté africaine pouvait être abolie en quelques mois, non en quelques décennies. Les 20 000 casques bleus de l'ONU révèlent à la fois la portée de l'organisation et ses limites : les casques bleus peuvent se dresser entre des armées, mais ne peuvent résoudre un conflit politique. La prise de pouvoir de Mobutu en 1965 boucle la boucle que le livre veut vous faire voir : de Premier ministre élu à homme fort en cinq ans, avec la guerre froide pour accélérateur.

À essayer: Construisez une chronologie de la crise congolaise, de l'indépendance au coup d'État de Mobutu en 1965, en marquant chaque date donnée par le livre.

Angola 1975 : les 36 000 soldats cubains et une guerre par procuration

La guerre civile angolaise (1975-2002) voit le MPLA (soutenu par l'URSS) affronter l'UNITA (soutenu par les États-Unis d'Afrique). Le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) est soutenu par l'URSS ; l'UNITA est soutenue par les États-Unis d'Afrique. Cuba envoie 36 000 soldats en 1975 pour aider le MPLA à vaincre les forces de l'UNITA et du FNLA, appuyées par les États-Unis d'Afrique.

L'Angola est le front africain de la guerre froide dans sa forme la plus pure : les armes, l'argent et jusqu'aux troupes viennent de l'extérieur, tandis que les morts sont locaux. Les 36 000 soldats cubains de 1975, voilà le chiffre à retenir - une île des Caraïbes projetant sa force par-delà un océan pour trancher une guerre africaine. La leçon que le livre construit : le patronage des superpuissances a prolongé des conflits qui auraient pu s'achever plus tôt, car les souteneurs étrangers de chaque camp maintenaient le flux des approvisionnements. Quand la guerre froide prend fin, la guerre d'Angola se traîne jusqu'en 2002 - les proxies survivent à leurs commanditaires.

À essayer: Dessinez un tableau d'alliances à deux colonnes pour la guerre civile angolaise : les soutiens du MPLA contre ceux de l'UNITA, avec les effectifs et les années en annotation.

De l'OUA à l'UA : de la non-ingérence à la non-indifférence

L'Organisation de l'unité africaine (OUA) est créée en 1963. Elle se transforme en Union africaine (UA) en 2002. Le livre insiste sur le principe de non-indifférence de l'UA (par opposition à la non-ingérence) dans les conflits. L'enjeu : un continent qui protégeait jadis le droit de chaque dirigeant à faire ce qu'il voulait revendique désormais le droit de se soucier, et d'agir, quand des États membres se retournent contre leur propre peuple.

Le changement d'un seul mot - ingérence en indifférence - porte quarante années de leçons amères. La non-ingérence de l'OUA protégeait les jeunes États fragiles, mais protégeait aussi les dictateurs et les génocidaires ; la non-indifférence de l'UA admet que la souveraineté n'est pas une licence pour massacrer. Ce basculement est l'écho institutionnel des crises que vous avez lues : le Congo, le Rwanda, ces guerres que le continent a contemplées sans agir. Pour les examens, c'est un contraste tout trouvé : deux doctrines, deux dates, une phrase expliquant pourquoi la seconde a été inventée.

À essayer: Écrivez une phrase opposant la non-ingérence de l'OUA à la non-indifférence de l'UA, puis citez une crise historique qui justifie ce changement.

Rwanda 1994 : 800 000 morts en 100 jours

Le génocide rwandais de 1994 voit plus de 800 000 Tutsis et Hutus modérés tués en 100 jours (du 7 avril au 15 juillet) par des extrémistes hutus. Plus de 800 000 Tutsis et Hutus modérés sont tués en 100 jours (du 7 avril au 15 juillet) par des extrémistes hutus. L'ONU ne dispose que de 2 500 casques bleus sur place, incapables d'arrêter les massacres. Le Front patriotique rwandais, dirigé par Paul Kagame, met fin au génocide et prend le pouvoir. L'enjeu du chapitre : la démonstration la plus nette possible de ce qui se produit lorsque les systèmes d'alerte mondiale et les limites du maintien de la paix se heurtent à un État résolu à assassiner ses propres citoyens.

Le Rwanda est le contrepoint le plus sombre du livre aux chapitres sur l'ONU et l'UA : 2 500 casques bleus face à un génocide qui a tué 800 000 personnes en 100 jours - un rythme d'extermination que les institutions mondiales n'ont pu ni prévoir ni arrêter. Cet échec explique directement la doctrine ultérieure de non-indifférence de l'UA : plus jamais le continent ne se en remettrait entièrement à un sauvetage extérieur. Le FPR de Kagame mettant fin au génocide par la force soulève la question d'examen que le livre laisse ouverte - si seule la force pouvait l'arrêter, et pourquoi la présence de l'ONU a compté si peu.

À essayer: Calculez le rythme quotidien des tueries impliqué par 800 000 morts en 100 jours, et utilisez-le dans une phrase expliquant pourquoi 2 500 casques bleus ne pouvaient pas intervenir.

Chute de l'apartheid : 27 ans, puis le scrutin

Le livre couvre l'apartheid en Afrique du Sud ainsi que Nelson Mandela et la lutte anti-apartheid ; Mandela est libéré de prison le 11 février 1990, après 27 ans. Mandela est libéré de prison le 11 février 1990, après 27 ans. Il devient le premier président noir d'Afrique du Sud en 1994. Le livre cite sa déclaration : « L'éducation est l'arme la plus puissante qu'on puisse utiliser pour changer le monde. » L'arc du chapitre va du racisme légalisé à la règle de la majorité sans guerre civile raciale - une issue que peu d'observateurs des années d'urgence jugeaient possible, et que le livre présente comme l'acte de retenue politique le plus décisif de l'époque.

L'histoire de Mandela est l'argument du livre selon lequel libération et retenue peuvent cohabiter dans une même biographie. Vingt-sept ans de prison justifieraient l'amertume ; au lieu de cela, le prisonnier libéré bâtit une démocratie et avertit que la véritable arme est l'éducation, non la vengeance. Les dates sont le squelette de l'examen - libération en 1990, présidence en 1994 - mais l'idée en est la substance : l'apartheid a pris fin par la négociation parce que les deux camps ont choisi un avenir commun plutôt qu'un règlement de comptes. Placez-le à côté de Kenyatta dans vos révisions : deux prisonniers, deux présidences, deux philosophies du pardon.

À essayer: Comparez Mandela et Kenyatta dans un paragraphe : années d'emprisonnement, année de présidence, et philosophie citée de chacun.

1er janvier 1960 : Ahidjo prend le premier drapeau

Après la Première Guerre mondiale, le Cameroun est administré par la Grande-Bretagne et la France, et l'UPC (Union des populations du Cameroun) lutte pour l'indépendance et la réunification. Le Cameroun français devient indépendant le 1er janvier 1960, avec Ahmadou Ahidjo comme premier président et John Ngu Foncha comme vice-président.

L'indépendance du Cameroun est délibérément incomplète dans ce chapitre : une moitié du pays est libre, l'autre reste administrée par la Grande-Bretagne sous supervision de l'ONU. Cette asymétrie est le moteur de tout ce qui suit - le plébiscite, la réunification, la fédération. Ahidjo président avec Foncha vice-président est la première image que donne le livre du partenariat bilingue qui définira l'État, et le premier indice des tensions entre les deux moitiés. Notez le rôle de l'UPC : le parti qui a réclamé la réunification la première n'obtient pas d'en présider.

À essayer: Rédigez une réponse en deux phrases expliquant pourquoi le 1er janvier 1960 n'est qu'une indépendance partielle pour le Cameroun dans son ensemble.

Le 11 février 1961 : 233 571 voix disent oui à la réunification

Le plébiscite organisé par l'ONU le 11 février 1961 dans le Cameroun méridional britannique voit les électeurs choisir entre le rattachement au Nigeria et la réunification avec le Cameroun français. Les électeurs choisissent entre le rattachement au Nigeria et la réunification avec le Cameroun français, avec 233 571 voix pour la réunification contre 97 741 pour le Nigeria. Ce scrutin est l'aboutissement d'années de campagne nationaliste, et son arithmétique est sans ambiguïté : plus de deux électeurs pour la réunification pour chaque électeur pour le Nigeria. La réunification du Cameroun le 1er octobre 1961 crée la République fédérale du Cameroun. Le livre considère cette date comme le référendum fondateur de l'État camerounais moderne, décidé non dans un bureau colonial mais dans les bureaux de vote du Cameroun méridional.

Le plébiscite, c'est la démocratie accomplissant ce que la Conférence de Berlin n'a jamais fait : demander aux Africains où ils veulent appartenir. L'écart — 233 571 contre 97 741 — montre que la réunification fut un véritable choix populaire, et non une imposition ; c'est pourquoi les anglophones invoquent plus tard cet acte fondateur de leur partenariat. Remarquez le rôle de l'ONU : l'organisation née en 1945 supervise désormais le démantèlement d'un arrangement colonial. Le 11 février demeure la date que le livre retient comme l'instant où deux histoires coloniales ont choisi de fusionner.

À essayer: Calculez de tête le ratio du plébiscite et employez-le dans une phrase expliquant pourquoi la réunification revendiquait une légitimité démocratique.

Le 1er octobre 1961 : deux États, une République fédérale

La réunification du Cameroun le 1er octobre 1961 crée la République fédérale du Cameroun avec deux États (le Cameroun oriental, anciennement français, et le Cameroun occidental, anciennement Cameroun méridional britannique). Ahmadou Ahidjo est président, John Ngu

Foncha est vice-président, et la Conférence de Foumban de 1961 a lieu. Le livre couvre le développement économique du Cameroun, notamment l'agriculture et les infrastructures. L'enjeu est le pacte fondateur du pays — deux héritages coloniaux, deux systèmes juridiques, deux langues, une seule république — et le livre montre la machine en marche avant de montrer sa défaillance.

Foumban est le moment où la promesse du plébiscite rencontre la réalité constitutionnelle, et la fédération à deux États est le compromis qui en a résulté. Ce dispositif reconnaissait la différence — l'Est et l'Ouest ont conservé leurs héritages coloniaux — tout en plaçant le pouvoir entre les mains d'Ahidjo. Pour l'examen, retenez la séquence de manière rigoureuse : plébiscite en février, union en octobre, les termes de Foumban définissant la relation. Les chapitres économiques de la fédération, agriculture et infrastructures, montrent ce que l'unité était censée apporter. Tout ce qui figure dans les chapitres ultérieurs — 1972, 1984, 2016 — constitue un verdict sur ce dispositif fondateur.

À essayer: Énumérez les trois éléments fondateurs de la fédération — deux États, Conférence de Foumban, direction Ahidjo-Foncha — et expliquez chacun en une ligne.

Le 20 mai 1972 : 99,99 % dissolvent la fédération

La fédération est abolie en 1972 par un référendum le 20 mai 1972, où 99,99 % des électeurs approuvent l'abolition du système fédéral. La République unie du Cameroun, un État unitaire, est créée, avec Ahidjo comme président unique. Les anglophones ont vu dans l'abolition de la fédération en 1972 une érosion de leur autonomie politique et culturelle, et font remonter les racines du Problème anglophone à cet événement.

Un résultat de 99,99 % devrait se lire comme unanimité ; le livre y lit le moment où un partenariat est devenu une fusion que personne à l'Ouest n'a voté pour accepter. Le chiffre quasi parfait du référendum en dit autant sur la politique de l'époque que sur le résultat — une politique plébiscitaire sous un président dominant. L'affirmation causale du livre est celle à mémoriser pour les dissertations : les racines du Problème anglophone remontent directement à 1972, lorsque la garantie fédérale d'autonomie a été dissoute par un vote national dans lequel le consentement de l'Ouest était structurellement sans importance.

À essayer: Rédigez une phrase-thèse : « Le référendum de 1972 fut l'origine du Problème anglophone » — puis appuyez-la sur deux faits tirés du chapitre.

Novembre 1982 : Ahidjo s'efface, Biya s'installe

Le président Ahidjo démissionne le 4 novembre 1982. Le Premier ministre Paul Biya lui succède constitutionnellement le 6 novembre 1982. Une lutte de pouvoir s'ensuit, Ahidjo étant accusé d'avoir ourdi un coup d'État en 1983. Biya consolide son pouvoir en rebaptisant le pays République du Cameroun le 4 février 1984. La tension du chapitre : une succession constitutionnelle censée se faire en douceur se transforme en lutte de survie, réglée en faveur du nouvel homme.

La transition de 1982 est l'étude de cas du livre sur la façon dont les constitutions transfèrent la fonction, mais pas la loyauté. Biya hérite légalement du titre ; Ahidjo conserve la machine ; l'accusation de coup d'État de 1983 montre que les deux ne peuvent coexister. Le changement de nom du 4 février 1984 est le détail qui porte tout le sens - la suppression de « unie » signale que l'État unitaire que dirige Biya n'est pas la fédération qu'a bâtie Ahidjo, et la rupture symbolique précède la rupture physique. Observez comment les noms suivent le pouvoir tout au long de ce livre : Kamerun, République fédérale, République unie, République.

À essayer: Retracer les quatre noms du pays - Kamerun, République fédérale, République unie, République - avec la date d'adoption de chacun.

6 avril 1984 : le pari de deux jours de la Garde républicaine

La tentative de coup d'État d'avril 1984 (6 avril 1984) est le fait de forces de la Garde républicaine fidèles à Ahidjo. Le coup est écrasé par les forces de Biya après deux jours de combats à Yaoundé. De sévères représailles suivent, avec plus de 1 000 personnes arrêtées et 70 exécutées. Le résultat : l'emprise de Biya sur le pouvoir est assurée par la force, et le réseau d'Ahidjo est brisé en tant qu'acteur politique. Le livre présente cela comme le point final violent de la transition commencée par une lettre de démission en novembre 1982 - la dernière tentative armée de la vieille garde pour inverser une succession qu'elle n'avait jamais acceptée.

La tentative de coup d'État transforme une rivalité politique en purge, et ses chiffres - 1 000 arrestations, 70 exécutions - montrent le prix de la défaite à Yaoundé. Notez qui a combattu : la Garde républicaine, la force prétorienne présidentielle, ce qui signifie que la menace est venue du cœur de l'État, et non de la brousse. Le coup manqué achève la consolidation de Biya et dégage la scène pour les changements de la fin des années 1980 et des années 1990. Pour vos dissertations, c'est votre preuve que les transitions camerounaises se sont décidées à la caserne aussi souvent qu'aux urnes.

À essayer: Rédigez un paragraphe de cinq lignes sur le lien de cause à effet dans la tentative de coup d'État de 1984, en terminant par ses deux conséquences chiffrées.

1990 : le Bamenda de Fru Ndi et la fin du parti unique

Le Social Democratic Front (SDF) est fondé par Ni John Fru Ndi et lancé à Bamenda le 26 mai 1990. L'introduction du multipartisme suit le discours du 10 décembre 1990 du président Paul Biya à Bamenda, où il annonce la fin du système de parti unique, menant à la légalisation des partis d'opposition. Les premières élections multipartites se tiennent en 1992, où Biya l'emporte avec 39,9 % des voix contre John Fru Ndi du SDF, qui obtient 35,9 %. L'arc du chapitre : d'un parti lancé dans le Nord-Ouest à un vote national décidé au fil du rasoir.

La géographie, c'est l'histoire : le SDF naît à Bamenda, et le parti unique meurt dans un discours prononcé à Bamenda - le cœur anglophone imposant la question démocratique. Le résultat de 1992, 39,9 % contre 35,9 %, est la preuve apportée par le livre que le multipartisme arrive compétitif mais non résolu, l'homme au pouvoir se maintenant par une marge étroite et

contestée. Remarquez ce que les chiffres impliquent : une majorité d'électeurs, additionnés, a choisi quelqu'un d'autre que Biya, et c'est pourquoi 1992 demeure l'élection la plus disputée du livre.

À essayer: Rédigez une réponse à une question sur document : que suggère le résultat de 1992 sur l'équité de la première élection multipartite du Cameroun ?

2016 : avocats, enseignants et le retour de la question anglophone

Les grèves des avocats et des enseignants de 2016 (commencées en octobre 2016) voient les professionnels anglophones des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest protester. Ils protestent contre l'imposition du droit civil de langue française et des enseignants francophones dans les écoles anglophones. Une répression violente menée par les forces de sécurité conduit à la formation de groupes séparatistes armés comme les Ambazonia Defence Forces. D'ici 2020, plus de 3 000 personnes ont été tuées et 700 000 déplacées. Le résultat : un différend professionnel sur les tribunaux et les salles de classe devient la plus grave crise du pays depuis l'indépendance.

La crise ne commence pas avec un drapeau mais avec une salle d'audience et une salle de classe - des revendications sur la langue et le droit qui remontent directement à la fédération dissoute en 1972. L'échelle d'escalade que décrit le livre mérite d'être mémorisée : grève, répression, séparatisme armé, déplacements massifs. Les chiffres - 3 000 morts, 700 000 déplacés d'ici 2020 - transforment un débat constitutionnel abstrait en une urgence humanitaire. Pour les dissertations, ce chapitre est le lieu où converge tout le récit camerounais du livre : la promesse du plébiscite, l'abolition de la fédération et le coût de l'ignorance des deux.

À essayer: Construisez une chronologie d'escalade d'octobre 2016 à 2020 avec les quatre étapes du livre et les deux chiffres finaux.

La forêt d'Um Nyobé : le martyr de Boumnyebel

Ruben Um Nyobé fonde l'UPC (Union des Populations du Cameroun) le 10 avril 1948, militant pour la réunification et l'indépendance. Il mène une guerre de guérilla contre la domination coloniale française à partir de 1955. Il est tué par les forces françaises le 13 septembre 1958, près de son village de Boumnyebel (dans la forêt de Boumnyebel). Sa mort déclenche un deuil national et accélère la marche vers l'indépendance. L'enjeu du chapitre : l'homme qui a exigé le premier à la fois la réunification et l'indépendance ne vit ni l'une ni l'autre, et le mouvement qu'il a bâti devient la conscience de la fondation du pays.

Um Nyobé est la preuve, dans le livre, que l'indépendance du Cameroun s'est arrachée, non octroyée. La séquence compte : parti fondé en 1948, guerre à partir de 1955, mort en 1958, indépendance en 1960 - un écart de deux ans entre la chute du martyr et la levée du drapeau que le livre lit comme cause et effet. Ses revendications jumelles, la réunification et l'indépendance, définissent le programme nationaliste que le plébiscite de 1961 achève plus tard. Lors de vos révisions, placez-le aux côtés de Nkrumah et Kenyatta : trois nationalistes, trois chemins différents - le bulletin, la balle, la prison - vers la même destination.

À essayer: Rédigez un paragraphe commémoratif sur Um Nyobé en utilisant quatre faits datés, en terminant par le lien entre sa mort et la date de l'indépendance de 1960.

Les meilleures citations

- "L'indépendance du Ghana n'a de sens que si elle est liée à la libération totale du continent africain." - Kwame Nkrumah

- "Cherchez d'abord le royaume politique, et tout le reste vous sera donné par-dessus." - Kwame Nkrumah

- "Nous sommes tous unis par une haine commune du colonialisme et un amour commun de la liberté." - Sukarno

- "L'éducation est l'arme la plus puissante qu'on puisse utiliser pour changer le monde." - Nelson Mandela

Limites

En tant que manuel de révision intensive, il comprime des événements complexes — la conférence de Foumban, la crise congolaise, la crise anglophone — en dates et en résultats, laissant peu de place aux débats que mènent réellement les historiens. Le chiffre de 99,99 % au référendum est rapporté sans interroger la manière dont une telle unanimité a été produite. La couverture de la crise de 2016 à nos jours s'arrête nécessairement aux chiffres de 2020, si bien que l'évolution ultérieure du conflit est absente. Les étudiants qui souhaitent une analyse des raisons des choix des élites, ou des sources primaires au-delà des discours cités, devront compléter leurs lectures.

En une phrase

L'histoire du Cameroun depuis 1850 est celle de lignes tracées par d'autres — à Berlin, à Foumban, lors du référendum de 1972 — et des générations qui négocient encore le tracé que ces lignes devraient suivre.

Pour qui

Les élèves des Form 3 à 5 au Cameroun qui affrontent l'épreuve d'histoire du O Level y trouveront chaque chapitre calqué sur leur programme, avec des QCM, des questions sur documents et des dissertations déjà intégrés. Les professeurs d'histoire et quiconque s'interroge sur la façon dont un traité avec les Duala, une conférence à Berlin et un coup de feu à Sarajevo mènent aux actualités de Bamenda le liront pour le récit lui-même.